

“Le PS est l’inventeur du laxisme à Bruxelles et en Wallonie”

■ **Le chef de groupe N-VA au parlement bruxellois tire les leçons de l’après-Yvan Mayeur.**

Entretien Frédéric Chardon

Johan Van den Driessche, le leader de la N-VA au parlement bruxellois, veut tirer les enseignements du scandale du Samusocial et des retournements d’alliance anti-PS du côté francophone. Il appelle les Bruxellois à se tourner vers la Flandre pour résoudre leurs problèmes.

Le PS est en grande difficulté à Bruxelles. La preuve que la N-VA avait raison ? Le problème, c’est le PS ?

Enfin quelqu’un d’autre dit ce qu’on a dit pendant des années... Je parle de Benoit Lutgen. Bien sûr, le CDH a son propre agenda et ce parti n’avait plus beaucoup d’autres options que de débrancher la prise après tout ce qui s’est passé. Le CDH a confirmé que le grand problème de ce pays, et particulièrement à Bruxelles, c’est le PS. Le PS est l’inventeur du laxisme à Bruxelles et en Wallonie.

Le PS va peut-être basculer dans l’opposition dans les entités fédérées. Le “problème” sera alors réglé, selon vous ?

Il faut voir si cela va se faire... Le CDH à Bruxelles n’était pas fort enthousiaste après le coup de Benoit Lutgen. Il a fait cela pour protéger le CDH en Wallonie et éviter une débâcle aux prochaines élections. Pourtant, la tension entre le PS et le CDH à Bruxelles n’était pas comparable avec la tension au sein du gouvernement wallon. C’était donc une décision qui montre, encore une fois, que pour la Wallonie, Bruxelles n’est pas une priorité. Il y a de nombreux autres exemples. Je pense au financement de l’enseignement francophone, notamment. Mon message aux Bruxellois est de dire que c’est le moment de créer une nouvelle relation avec la Flandre. Pourquoi regardez-vous toujours vers la Wallonie ?

Concrètement, en quoi consisterait ce rapprochement ?

Le point de départ est d’arrêter de considérer que la Flandre est contre Bruxelles. Physiquement, ces deux régions sont liées. Mais aussi au niveau de

l’économie. On peut s’aider l’un l’autre. D’abord, dans la presse, il faut que le monde politique francophone arrête de considérer la Flandre comme une entité hostile. Je suis N-VA mais je ne suis pas contre Bruxelles, ni contre la Région. Je suis contre la manière dont on les gère et contre ceux qui les gèrent.

Yvan Mayeur n’est plus en place à Bruxelles-Ville. Ce n’était pas votre ami politique... Une victoire pour vous ?

J’avais espéré qu’on le remplacerait par une personnalité politique vierge de tout soupçon. Mais Philippe Close n’est que la copie d’Yvan Mayeur. Il est vrai qu’il cherche moins la confrontation et est plus ouvert. C’est quelqu’un avec qui on peut aller boire un verre. En cela, il y a donc une amélioration. Mais, en ce qui concerne la bonne gestion communale, il n’a pas la bonne mentalité. J’ai été élu en octobre 2012 comme conseiller communal et, après quelques semaines, je reçois les comptes de la Ville. Il fallait les approuver mais il n’y avait pas eu d’audit des chiffres. J’ai demandé que l’on engage un commissaire aux comptes. Philippe Close, alors échevin des Finances, a simplement refusé car il craignait que, si ce commissaire aux comptes trouvait des erreurs, la cote de la Ville chuterait auprès des institutions bancaires... Il fallait prendre quelqu’un d’autre que Philippe Close. Même si, avec ce que je connais des autres élus du PS à la Ville, je ne vois pas vraiment qui...

Le PS pourrait être mis dans l’opposition à la Région bruxelloise via une nouvelle majorité de type MR-CDH-Défi. Mais pour vous, en tant que nationaliste flamand, le maintien au pouvoir de Défi n’est-il pas pire encore qu’un maintien du PS ?

Défi n’est certainement pas le bon parti pour que Bruxelles se tourne davantage vers la Flandre. Et, en tout cas, je ne veux pas d’Olivier Maingain comme ministre-Président car il va isoler Bruxelles et ce ne serait pas dans l’intérêt des Bruxellois. Toute l’énergie doit aller dans l’enseignement et l’emploi à Bruxelles en partenariat avec la Flandre.

Du côté francophone, le débat autour du décumul intégral des mandats fait rage. La N-VA doit-elle s’appliquer ce régime à elle-même ?

La solution du décumul est une fausse solution. A Bruxelles, le problème, ce n’est pas le cumul des mandats mais le cumul de deux couches de compétences. Le niveau communal et le niveau régional sont tellement liés que si on coupe le lien entre les deux, ce sera encore pire que maintenant en matière d’efficacité politique. Il faut fusionner ces niveaux de pouvoir et cela résoudrait d’office la question du cumul. Il faut créer une super-commune bruxelloise sur la base des 19 communes actuelles. Cela résoudrait le problème de la concurrence actuelle entre les Régions et cela serait beaucoup plus efficace et beaucoup moins cher. Cela va renforcer Bruxelles.

Vos adversaires politiques vont vous dire qu’avec cette super-commune fusionnant la Région et l’échelon local vous voulez, en fait, mettre Bruxelles à la merci de la Flandre.

Au contraire. Si vous avez un ennemi, comment le battre ? En créant chez votre ennemi des oppositions internes. Cette super-commune supprimerait de fait les rivalités actuelles au sein de la Région bruxelloise. En outre, dans ma conception, cette super-commune aurait le droit de prélever l’impôt des sociétés. Les compétences de Bruxelles augmenteraient en fait beaucoup. Il n’y aurait plus qu’une seule assemblée, il n’y aurait plus qu’un seul exécutif. Après le Samusocial, il y a un momentum politique pour aller dans ce sens.

Mais, pour faire cela, il faut une réforme de l’Etat. Vu le contexte politique, n’est-ce pas un fantasme ?

Les rêves peuvent vite se transformer en réalité. On a vu cela avec l’effondrement du Mur de Berlin mais aussi avec le fédéralisme belge. Je me souviens d’un temps où le mouvement flamand parlait du fédéralisme et tout le monde disait que c’était illusoire. Aujourd’hui, on nous dit que c’est le modèle qu’il faut absolument conserver... Et on ne sait pas ce qui va se passer après les prochaines élections de 2019. On peut avoir une situation où la Wallonie évolue encore plus à gauche. Vaut-il avoir un gouvernement ? Il faudra peut-être faire quelque chose si les options politiques sont très différentes entre la Flandre, la Wallonie et Bruxelles. Plutôt que de faire un gouvernement fédéral avec des compromis qui ne permettent plus la clarté.